

Document

A Westminster, pas d'emploi, pas de logement

(lemonde.fr)

janvier 2012

La mesure écartant les chômeurs londoniens de l'accès au logement social a été saluée à droite comme à gauche.

Le conseil municipal de Westminster, un arrondissement situé en plein coeur de Londres, a annoncé fin septembre sa décision de favoriser les demandeurs de logements sociaux exerçant un emploi, au détriment des chômeurs, surtout s'ils sont célibataires. *"Ceux-là n'ont plus aucune chance d'obtenir un logement"*, s'insurge Alison Gelder, directrice de l'association Housing Justice, qui défend le droit au logement. A Londres, le nombre des familles en attente d'un logement social a doublé entre 1997 et 2010 et celui des SDF a augmenté de 8 % en une seule année. En 2011, le plan d'austérité mis en oeuvre par le premier ministre David Cameron annonçait une kyrielle de mesures visant à réduire l'enveloppe allouée aux aides au logement. Westminster serre donc encore un peu plus la vis.

Dès janvier 2012, les demandes de logement social des candidats travaillant depuis au moins deux ans seront favorisées, ainsi que celles des *key-workers*, les travailleurs exerçant des emplois clés, indispensables au fonctionnement de la cité au quotidien (infirmières, policiers ou enseignants). Autant dire que cela réduit à néant les chances d'un chômeur de se voir attribuer un appartement à loyer subventionné. Même punition pour les travailleurs en contrats courts qui *"devront prouver qu'ils ont été employés de façon continue sans interruption supérieure à un mois"*. Ni les conservateurs ni la gauche n'ont trouvé à y redire. Bien au contraire. Même Ed Miliband, le chef de l'opposition travailliste, a parlé d'une politique de "donnant-donnant". *"Est-ce qu'on traite la personne qui contribue à la communauté de la même façon que celle qui ne le fait pas ? Ma réponse est non"*, a-t-il défendu devant le congrès de son parti.

Le conseil municipal de Westminster ne va pas en rester là. *"Dans le cadre d'un programme visant à décourager la culture des avantages sociaux"*, il vient de proposer à ses habitants sans emploi un "contrat civique" qui stipule que les chômeurs devront effectuer un certain nombre d'heures de travail volontaire et bénévole s'ils veulent percevoir leurs allocations. Ce que préconise également, de ce côté-ci de la Manche, le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche Laurent - Wauquiez. *"Tout ce qu'ils vont réussir à faire, c'est stigmatiser les chômeurs et pousser dehors les pauvres"*, juge Alison Gelder. Londres prévoit l'exode de 82 000 familles l'an prochain et de 133 000 en deux ans. D'autres communes anglaises devraient emboîter le pas de l'arrondissement de Westminster.